

**Association COM'EXPRESSION**

Association loi 1901 sans but lucratif

Siège Social : 92 rue des Charmettes  
69 006 - LYON

SIREN 498 483 924  
RNA W133005438

EXERCICE DU 1<sup>ER</sup> JANVIER 2024 AU 31 DECEMBRE 2024

**RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES**  
**A L'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE**  
**STATUANT SUR LES COMPTES DE L'EXERCICE CLOS**  
**LE 31 DECEMBRE 2024**

*Société AUDIT FISCALITE ET CONSEILS SAS*  
*Commissaire aux Comptes inscrit*  
*Parc St Exupéry – l'Atrium – 3 rue du Colonel Chambonnet – 69 500 BRON*

**Association COM'EXPRESSION**  
Association loi 1901 sans but lucratif

Siège Social : 92 rue des Charmettes  
69 006 LYON

SIREN 498 483 924  
RNA W133005438

---

EXERCICE DU 1<sup>ER</sup> JANVIER 2024 AU 31 DECEMBRE 2024

---

**RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES**  
**ANNUELS – EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2024**

A l'assemblée générale de l'association COM'EXPRESSION,

**I. Opinion**

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association **COM'EXPRESSION** relatifs à l'exercice clos le 31 Décembre 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

**II. Fondement de l'opinion**

**. Référentiel d'audit**

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

## **. Indépendance**

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1<sup>er</sup> Janvier 2024 à la date d'émission de notre rapport.

## **III. Observation**

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur le point suivant exposé dans la note « Engagement de départ à la retraite » de l'annexe des comptes annuels concernant le changement de méthodes comptables du traitement des engagements en matière de départ à la retraite constatés sous forme de provision depuis l'exercice clos au 31/12/2024.

## **IV. Justification des appréciations**

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués, notamment pour ce qui concerne le traitement des subventions reçues.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

## **V. Vérification spécifiques :**

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport financier du Conseil d'Administration et dans les autres documents adressés aux membres de l'association sur la situation financière et les comptes annuels.

## **VI. Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement de l'association relatives aux comptes annuels**

Il appartient au Conseil d'Administration d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe au Conseil d'Administration d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'Administration.

## **VII. Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels**

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives.

L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative.

Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;

- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par le Conseil d'Administration, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par le Conseil d'Administration de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation.

Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;

- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à BRON,  
Le 23 septembre 2025

Le Commissaire aux Comptes  
AUDIT FISCALITE et CONSEILS

Quentin LOUIS  
Commissaire aux Comptes  
Mandataire social



## Bilan

CERTIFIÉ CONFORME  
Le Commissaire aux Comptes

	Brut	Amortissements Dépréciations	Net au 31/12/24	Net au 31/12/23
<b>ACTIF</b>				
<b>Immobilisations incorporelles</b>				
Frais d'établissement				
Frais de recherche et de développement				
Concessions, brevets et droits assimilés	2 040	2 040		
Droit au bail				
Autres immob. incorporelles / Avances et aco				
<b>Immobilisations corporelles</b>				
Terrains	43 136		43 136	43 136
Constructions	529 339	214 983	314 357	342 740
Installations techniques, matériel et outillage	616	616		
Autres immobilisations corporelles	77 633	51 581	26 052	30 920
Immob. en cours / Avances et acomptes				
Immobilisations financières				
Participations et créances rattachées				
TIAP & autres titres immobilisés	4 116		4 116	4 116
Prêts				
Autres immobilisations financières	3 294		3 294	3 294
<b>ACTIF IMMOBILISE</b>	<b>660 174</b>	<b>269 220</b>	<b>390 955</b>	<b>424 206</b>
Stocks				
Matières premières et autres approv.				
En cours de production de biens				
En cours de production de services				
Produits intermédiaires et finis				
Marchandises				
Avances et acomptes versés sur commandes				
Créances				
Usagers et comptes rattachés	7 481	1 285	6 196	5 251
Autres créances	110 965		110 965	113 501
Divers				
Valeurs mobilières de placement				
Instruments de trésorerie				
Disponibilités	448 382		448 382	407 133
Charges constatées d'avance	6 775		6 775	7 259
<b>ACTIF CIRCULANT</b>	<b>573 603</b>	<b>1 285</b>	<b>572 318</b>	<b>533 143</b>
Charges à répartir sur plusieurs exercices				
Prime de remboursement des obligations				
Ecarts de conversion – Actif				
<b>COMPTES DE REGULARISATION</b>				
<b>TOTAL DE L'ACTIF</b>	<b>1 233 777</b>	<b>270 504</b>	<b>963 272</b>	<b>957 350</b>

## Bilan

CERTIFIÉ CONFORME  
Le Commissaire aux Comptes

	Net au 31/12/24	Net au 31/12/23
<b>PASSIF</b>		
Fonds associatifs sans droit de reprise	318 350	318 350
Ecarts de réévaluation		
Réserves indisponibles		
Réserves statutaires ou contractuelles		
Réserves réglementées		
Autres réserves		
Report à nouveau	91 092	62 132
<b>RESULTAT DE L'EXERCICE</b>	<b>63 153</b>	<b>28 960</b>
Subventions d'investissement	25 994	36 213
Provisions réglementées		
<b>FONDS PROPRES</b>	<b>498 589</b>	<b>445 655</b>
Apports		
Legs et donations		
Subventions affectées		
Fonds associatifs avec droit de reprise		
Résultat sous contrôle		
Droit des propriétaires		
<b>AUTRES FONDS ASSOCIATIFS</b>		
Provisions pour risques		50 000
Provisions pour charges	6 885	
<b>PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES</b>	<b>6 885</b>	<b>50 000</b>
Fonds dédiés sur subventions	4 162	27 239
Fonds dédiés sur autres ressources		
<b>FONDS DEDIES</b>	<b>4 162</b>	<b>27 239</b>
Emprunts obligataires convertibles		
<b>Emprunts</b>	229 402	257 265
<b>Découverts et concours bancaires</b>	301	466
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédits	229 703	257 731
Emprunts et dettes financières diverses		
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	28 536	34 464
Dettes fiscales et sociales	83 562	56 853
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes	19 383	19 539
Instruments de trésorerie		
Produits constatés d'avance	92 453	65 869
<b>DETTES</b>	<b>453 636</b>	<b>434 456</b>
Ecarts de conversion – Passif		
<b>ECARTS DE CONVERSION</b>		
<b>TOTAL DU PASSIF</b>	<b>963 272</b>	<b>957 350</b>

## Compte de résultat

CERTIFIÉ CONFORME  
Le Commissaire aux Comptes

	du 01/01/24 au 31/12/24 12 mois	%	du 01/01/23 au 31/12/23 12 mois	%	Variation absolue (montant)	Var. abs. (%)
Ventes de marchandises						
Production vendue	760 965	62,01	730 330	63,97	30 636	4,19
Production stockée						
Production immobilisée						
Subventions d'exploitation	455 731	37,14	401 696	35,18	54 035	13,45
Reprises et Transferts de charge	14 007	1,14	16 669	1,46	-2 663	-15,97
Cotisations	10 389	0,85	9 717	0,85	672	6,92
Autres produits	279	0,02	1 144	0,10	-865	-75,59
<b>Produits d'exploitation</b>	<b>1 241 371</b>	<b>101,16</b>	<b>1 159 557</b>	<b>101,56</b>	<b>81 815</b>	<b>7,06</b>
Achats de marchandises						
Variation de stock de marchandises						
Achats de matières premières	7 017	0,57	6 748	0,59	269	3,99
Variation de stock de matières premières						
Autres achats non stockés et charges externes	231 275	18,85	229 854	20,13	1 421	0,62
Impôts et taxes	33 587	2,74	25 559	2,24	8 028	31,41
Salaires et Traitements	700 327	57,07	695 037	60,88	5 290	0,76
Charges sociales	184 651	15,05	143 158	12,54	41 493	28,98
Amortissements et provisions	44 353	3,61	41 171	3,61	3 182	7,73
Autres charges	7 062	0,58	8 298	0,73	-1 235	-14,89
<b>Charges d'exploitation</b>	<b>1 208 273</b>	<b>98,47</b>	<b>1 149 826</b>	<b>100,71</b>	<b>58 447</b>	<b>5,08</b>
<b>RESULTAT D'EXPLOITATION</b>	<b>33 098</b>	<b>2,70</b>	<b>9 731</b>	<b>0,85</b>	<b>23 367</b>	<b>240,14</b>
Opérations faites en commun						
Produits financiers	2 422	0,20	2 286	0,20	136	5,95
Charges financières	5 663	0,46	6 710	0,59	-1 047	-15,60
<b>Résultat financier</b>	<b>-3 241</b>	<b>-0,26</b>	<b>-4 424</b>	<b>-0,39</b>	<b>1 183</b>	<b>-26,74</b>
<b>RESULTAT COURANT</b>	<b>29 858</b>	<b>2,43</b>	<b>5 307</b>	<b>0,46</b>	<b>24 551</b>	<b>462,61</b>
Produits exceptionnels	10 219	0,83	18 904	1,66	-8 684	-45,94
Charges exceptionnelles			333	0,03	-333	-100,00
<b>Résultat exceptionnel</b>	<b>10 219</b>	<b>0,83</b>	<b>18 570</b>	<b>1,63</b>	<b>-8 351</b>	<b>-44,97</b>
Impôts sur les bénéfices						
Report des ressources non utilisées	23 077	1,88	5 083	0,45	17 994	353,99
Engagements à réaliser						
<b>EXCEDENT OU DEFICIT</b>	<b>63 153</b>	<b>5,15</b>	<b>28 960</b>	<b>2,54</b>	<b>34 193</b>	<b>118,07</b>
Contribution volontaires en nature						
Bénévolat	6 286		5 124		1 162	22,68
Prestations en nature						
Dons en nature						
<b>Total des produits</b>	<b>6 286</b>		<b>5 124</b>		<b>1 162</b>	<b>22,68</b>
Secours en nature						
Mise à disposition gratuite						
Personnel bénévole	6 286		5 124		1 162	22,68
<b>Total des charges</b>	<b>6 286</b>		<b>5 124</b>		<b>1 162</b>	<b>22,68</b>



## Règles et méthodes comptables

Désignation de l'association : COM'EXPRESSION

Annexe au bilan avant répartition de l'exercice clos le 31/12/2024, dont le total est de 963 272 euros et au compte de résultat de l'exercice, présenté sous forme de liste, dégageant un excédent de 63 153 euros. L'exercice a une durée de 12 mois, recouvrant la période du 01/01/2024 au 31/12/2024.

Les notes ou tableaux ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

**CERTIFIÉ CONFORME**  
**Le Commissaire aux Comptes**

### Règles générales

Les comptes annuels de l'exercice au 31/12/2024 ont été établis et présentés conformément aux dispositions du Code de commerce, du Plan comptable généra et du règlement ANC n°2018-06 du 5 décembre 2018 relatif aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif.

Les conventions générales comptables ont été appliquées, dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices.

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Seules sont exprimées les informations significatives. Sauf mention, les montants sont exprimés en euros.

### Immobilisations corporelles et incorporelles

Les immobilisations corporelles et incorporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition.

#### Amortissements

Les amortissements sont calculés suivant le mode linéaire en fonction de la durée de vie prévue.

- \* Constructions : 25 ans
- \* Agencements des constructions : 8 à 10 ans
- \* Installations techniques : 8 à 10 ans
- \* Matériel et outillage industriels : 5 à 10 ans
- \* Installations générales, agencements et aménagements divers : 5 à 10 ans
- \* Matériel de bureau : 3 à 5 ans
- \* Matériel informatique : 3 à 5 ans
- \* Mobilier : 3 à 10 ans

### Titres de participations

Les titres de participation sont évalués à leur coût d'acquisition y compris les frais accessoires.

## Règles et méthodes comptables

### Créances

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

Les autres créances sont essentiellement composées du solde des versements CAF à recevoir.

**CERTIFIÉ CONFORME**  
Le Commissaire aux Comptes

### Provisions

Toute obligation actuelle résultant d'un événement passé de l'entreprise à l'égard d'un tiers, susceptible d'être estimée avec une fiabilité suffisante, et couvrant des risques identifiés, fait l'objet d'une comptabilisation au titre de provision.

### Subventions d'investissement

Les subventions d'investissement octroyées à l'association sont enregistrées conformément à l'article 312-1 du règlement ANC n°2014-03, dans le compte 131000 "Subventions d'investissement", avec reprise au compte de résultat au rythme de l'amortissement des biens financés, dans le compte 777000.

### Engagements de départ à la retraite

Les engagements de l'entité en matière d'indemnités de départ à la retraite de ses salariés sont, depuis l'exercice clos le 31/12/2024, constatés sous forme de provision.

L'estimation des engagements de départ à la retraite s'effectue de façon rétrospective prorata temporis (droits individuels acquis au jour du départ à la retraite, proratisés à la date du calcul) sur la base d'une hypothèse de départ à l'initiative du salarié à l'âge de 64 ans en tenant compte des éléments suivants :

- paramètres propres à chacun des salariés de l'entité (âge à la clôture, ancienneté, taux de mortalité (table retenue TH/TF 00-02) et salaire brut annuel),
- données spécifiques de l'entité (convention collective, hypothèse de progression de la masse salariale, taux de rotation prévisionnel du personnel et taux de charges sociales),
- taux d'actualisation retenu à 3.38%

Le montant ainsi obtenu, majoré des charges patronales, s'élève à 6 885 euros.

### Fonds dédiés

Les fonds dédiés sont des rubriques du passif qui enregistrent, à la clôture de l'exercice, la partie des ressources, affectées par des tiers financeurs à des projets définis, qui n'a pas pu encore être totalement utilisée conformément à l'engagement pris à leur égard.

Ces fonds dédiés peuvent également être mouvementés lorsqu'un projet à long terme n'a pas pu être réalisé à la clôture de l'exercice, comme le cas de travaux réalisés dans les locaux de l'association.

Les fonds dédiés s'élèvent à la clôture de l'exercice à 4 162 euros.

### Contributions volontaires en nature

La valorisation du bénévolat au titre des activités de l'exercice fait l'objet d'une estimation de 360 heures. La valorisation de ce bénévolat, calculée sur la base d'une classification au groupe D de la Convention collective de l'animation correspond à un montant de 6 286 euros.

### Régime fiscal

L'entité est un organisme sans but lucratif non soumis aux impôts commerciaux au régime de droit commun.

## Notes sur le bilan

## Actif immobilisé

## Tableau des immobilisations

CERTIFIÉ CONFORME Le Commissaire aux Comptes				
	Au début d'exercice	Augmentation	Diminution	En fin d'exercice
– Frais d'établissement et de développement				
– Fonds commercial				
– Autres postes d'immobilisations incorporelles	2 040			2 040
<b>Immobilisations incorporelles</b>	<b>2 040</b>			<b>2 040</b>
– Terrains	43 136			43 136
– Constructions sur sol propre	409 825			409 825
– Constructions sur sol d'autrui				
– Installations générales, agencements et aménagements des constructions	119 514			119 514
– Installations techniques, matériel et outillage industriels	616			616
– Installations générales, agencements aménagements divers	48 489	2 932		51 421
– Matériel de transport				
– Matériel de bureau et informatique, mobilier	26 212			26 212
– Emballages récupérables et divers				
– Immobilisations corporelles en cours				
– Avances et acomptes				
<b>Immobilisations corporelles</b>	<b>647 793</b>	<b>2 932</b>		<b>650 724</b>
– Participations évaluées par mise en équivalence				
– Autres participations				
– Autres titres immobilisés	4 116			4 116
– Prêts et autres immobilisations financières	3 294			3 294
<b>Immobilisations financières</b>	<b>7 410</b>			<b>7 410</b>
<b>ACTIF IMMOBILISE</b>	<b>657 243</b>	<b>2 932</b>		<b>660 174</b>

Notes sur le bilan

Les flux s’analysent comme suit :

CERTIFIÉ CONFORME Le Commissaire aux Comptes	Immobilisations incorporelles	Immobilisations corporelles	Immobilisations financières	Total
<b>Ventilation des augmentations</b>				
Virements de poste à poste				
Virements de l’actif circulant				
Acquisitions		2 932		2 932
Apports				
Créations				
Réévaluations				
<b>Augmentations de l’exercice</b>		<b>2 932</b>		<b>2 932</b>
<b>Ventilation des diminutions</b>				
Virements de poste à poste				
Virements vers l’actif circulant				
Cessions				
Scissions				
Mises hors service				
<b>Diminutions de l’exercice</b>				

Amortissements des immobilisations

## Notes sur le bilan

CERTIFIÉ CONFORME  
Le Commissaire aux Comptes

	Au début de l'exercice	Augmentation	Diminutions	A la fin de l'exercice
– Frais d'établissement et de développement				
– Fonds commercial				
– Autres postes d'immobilisations incorporelles	2 040			2 040
Amortissements incorporelles	2 040			2 040
– Terrains				
– Constructions sur sol propre	114 613	16 393		131 561
– Constructions sur sol d'autrui				
– Installations générales, agencements et aménagements des constructions	71 986	11 991		83 422
– Installations techniques, matériel et outillage industriels	616			616
– Installations générales, agencements aménagements divers	24 441	5 361		29 803
– Matériel de transport				
– Matériel de bureau et informatique, mobilier	19 340	2 438		21 779
– Emballages récupérables et divers				
Amortissements corporelles	230 997	36 183		267 180
<b>AMORTISSEMENTS</b>	<b>233 037</b>	<b>36 183</b>		<b>269 220</b>

Notes sur le bilan

Actif circulant

Etat des créances

CERTIFIÉ CONFORME  
Le Commissaire aux Comptes

Le total des créances à la clôture de l'exercice s'élève à 128 515 euros et le classement détaillé par échéance s'établit comme suit :

	Montant brut	Echéances à moins d'un an	Echéances à plus d'un an
<b>Créances de l'actif immobilisé :</b>			
Créances rattachées à des participations			
Prêts			
Autres	3 294		3 294
<b>Créances de l'actif circulant :</b>			
Créances Clients et Comptes rattachés	7 481	7 481	
Autres	110 965	110 965	
Charges constatées d'avance	6 775	6 775	
<b>Total</b>	<b>128 515</b>	<b>125 221</b>	<b>3 294</b>
Prêts accordés en cours d'exercice			
Prêts récupérés en cours d'exercice			

Produits à recevoir

	Montant
<b>Total</b>	

Notes sur le bilan

Provisions

Tableau des provisions

CERTIFIÉ CONFORME  
Le Commissaire aux Comptes

	Provisions au début de l'exercice	Dotations de l'exercice	Reprises utilisées de l'exercice	Reprises non utilisées de l'exercice	Provisions à la fin de l'exercice
Litiges	50 000				
Garanties données aux clients					
Pertes sur marchés à terme					
Amendes et pénalités					
Pertes de change					
Pensions et obligations similaires					6 885
Pour impôts					
Renouvellement des immobilisations					
Gros entretien et grandes révisions					
Charges sociales et fiscales					
sur congés à payer					
Autres provisions pour risques et charges					
Total	50 000				6 885
Répartition des dotations et des reprises de l'exercice :					
Exploitation		6 885			
Financières					
Exceptionnelles					

## Notes sur le bilan

## Dettes

CERTIFIÉ CONFORME  
Le Commissaire aux Comptes

## Etat des dettes

Le total des dettes à la clôture de l'exercice s'élève à 453 636 euros et le classement détaillé par échéance s'établit comme suit :

	Montant brut	Echéances à moins d'un an	Echéances à plus d'un an	Echéances à plus de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles (*)				
Autres emprunts obligataires (*)				
Emprunts (*) et dettes auprès des établissements de crédit dont :				
– à 1 an au maximum à l'origine	301	301		
– à plus de 1 an à l'origine	229 402	28 332	116 903	84 166
Emprunts et dettes financières divers (*) (**)				
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	28 536	28 536		
Dettes fiscales et sociales	83 562	83 562		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
Autres dettes (**)	19 383	19 383		
Produits constatés d'avance	92 453	92 453		
<b>Total</b>	<b>453 636</b>	<b>252 567</b>	<b>116 903</b>	<b>84 166</b>
(*) Emprunts souscrits en cours d'exercice				
(*) Emprunts remboursés sur l'exercice	27 855			
(**) Dont envers les associés				

## Charges à payer

	Montant
Fournisseurs – fact. non parvenues	16 548
Int.courus s/emp.aup.etabl.t.crédt	93
Banque – intérêts courus à payer	301
Dettes provis. pr congés à payer	20 207
Charges sociales s/congés à payer	8 882
Etat – autres charges à payer	3 649
Divers – charges à payer	375
<b>Total</b>	<b>50 054</b>



Notes sur le bilan

Comptes de régularisation

Charges constatées d'avance

CERTIFIÉ CONFORME  
Le Commissaire aux Comptes

	Charges d'exploitation	Charges Financières	Charges Exceptionnelles
Charges constatées d'avance	6 775		
Total	6 775		

Produits constatés d'avance

	Produits d'exploitation	Produits Financiers	Produits Exceptionnels
Produits constatés d'avance	92 453		
Total	92 453		

Un produit constaté d'avance de 78 k€ a été constaté au titre de la subvention DGF de 466 k€, octroyée par la Ville de Lyon. La subvention 2024 intègre 2/12ème d'activité de l'année 2025. Ces 2/12èmes ont donc été retranchés afin que le montant de la subvention coïncide avec l'année d'activité.

**Association COM'EXPRESSION**

Association loi 1901 sans but lucratif

Siège Social : 92 rue des Charmettes  
69006 LYON

SIREN 498 483 924  
RNA W133005438

EXERCICE DU 1<sup>ER</sup> JANVIER 2024 AU 31 DECEMBRE 2024

**RAPPORT SPECIAL DU COMMISSAIRE AUX COMPTES**

*Société AUDIT FISCALITE ET CONSEILS SAS  
Commissaire aux Comptes inscrit  
Parc St Exupéry – l'Atrium – 3 rue du Colonel Chambonnet – 69 500 BRON*

A l'assemblée générale de l'association COM'EXPRESSION,

En notre qualité de commissaire aux comptes de votre association, nous vous présentons notre rapport sur les conventions réglementées.

Il nous appartient de vous communiquer, sur la base des informations qui nous ont été données, les caractéristiques et les modalités essentielles des conventions dont nous avons été avisés ou que nous aurions découvertes à l'occasion de notre mission, sans avoir à nous prononcer sur leur utilité et leur bien-fondé ni à rechercher l'existence d'autres conventions. Il vous appartient, selon les termes de l'article R. 612-6 du code de commerce, d'apprécier l'intérêt qui s'attachait à la conclusion de ces conventions en vue de leur approbation.

Nous avons mis en œuvre les diligences que nous avons estimé nécessaires au regard de la doctrine professionnelle de la Compagnie Nationale des Commissaires aux Comptes relative à cette mission.

### **Convention soumise à l'approbation de l'assemblée générale**

Nous vous informons qu'il ne nous a été donné avis d'aucune convention au cours de l'exercice écoulé à soumettre à l'approbation de l'assemblée générale en application des dispositions de l'article L.612-5 du code de commerce.

Fait à BRON, le 23 septembre 2025

Le Commissaire aux Comptes Société  
AUDIT FISCALITE et CONSEILS

Quentin LOUIS  
Commissaire aux Comptes  
Mandataire social



SAS NOVANCES  
Quentin LOUIS  
119 rue Michel Aulas  
69654 VILLEFRANCHE

A Lyon, le 17 septembre 2025

**EXERCICE CLOS LE 31/12/2024**

Monsieur Quentin LOUIS, Commissaire aux Comptes,

Cette lettre vous est adressée, en application de vos normes d'exercice professionnel, dans le cadre de vos contrôles relatifs à l'audit des comptes annuels de l'association **COM'EXPRESSION**, afférents à l'exercice clos le 31 décembre 2024. Ces états financiers font apparaître à cette date des fonds associatifs de 318 350 euros, y compris un excédent de 63 153 euros.

En tant que responsable de l'établissement des états financiers et du contrôle interne afférent à leur préparation, je vous confirme ci-après, en toute bonne foi et au mieux de ma connaissance, les informations et affirmations qui vous ont été fournies dans le cadre de votre mission.

1. Les comptes arrêtés par le conseil d'administration ont été établis de manière régulière et sincère, pour donner une image fidèle de la situation financière, du patrimoine et du résultat de l'association, conformément aux règles et principes comptables français applicables et de nos statuts.
2. J'ai pris connaissance de l'état des anomalies relevées lors de l'audit et non corrigées, joint en annexe. Je considère que l'incidence de ces anomalies prises individuellement ou globalement, n'est pas significative sur les états financiers pris dans leur ensemble.

**MISE A DISPOSITION DES INFORMATIONS**

3. Les événements importants survenus, le cas échéant, depuis la date d'arrêté des comptes et/ou du rapport d'activité feront l'objet d'une communication à l'assemblée générale d'approbation des comptes. Nous avons mis à votre disposition :
  - tous les documents comptables ;
  - tous les contrats ayant ou pouvant avoir une incidence significative sur les comptes ;
  - tous les procès-verbaux des conseils et assemblées tenus au cours de l'exercice et jusqu'à la date de cette lettre.

Nous vous avons fourni toutes les informations supplémentaires que vous nous avez demandées et laissé libre accès aux personnes au sein de l'association que vous avez souhaité rencontrer pour les besoins de l'audit.

4. Nous n'avons connaissance d'aucun rapport, avis ou position émanant d'organismes de contrôle, de tutelle ou de tiers financeurs (tels que l'IGAS, la Cour des Comptes, le Comité de la Charte...) dont le contenu pourrait avoir une incidence significative sur la présentation et les méthodes d'évaluation des comptes.
5. Nous vous avons fait part de nos décisions de gestion et de nos jugements susceptibles d'avoir une incidence significative dans l'établissement des comptes.

#### **DETECTION DES RISQUES DE FRAUDE ET DISPOSITIF DE CONTROLE INTERNE**

6. Nous avons conçu et mis en œuvre des contrôles destinés à prévenir et à détecter les erreurs et fraudes.
7. Nous n'avons pas connaissance :
  - de fraudes suspectées ou avérées impliquant la direction, des employés ayant un rôle clé dans le dispositif de contrôle interne ou d'autres personnes dès lors que la fraude est susceptible d'entraîner des anomalies significatives dans les comptes ;
  - d'allégations de fraude susceptibles d'avoir un impact sur les comptes, provenant des employés, d'anciens employés, des analystes, des régulateurs ou d'autres personnes.
  - d'incidents de cyber sécurité susceptibles d'avoir un impact significatif sur les états financiers.
8. Nous n'avons pas connaissance d'insuffisances significatives de contrôle interne, de faiblesses ou de déficiences majeures.

#### **ETABLISSEMENT DES COMPTES ANNUELS**

9. Nous avons appliqué, au mieux de notre connaissance, les textes légaux et réglementaires. Des procédures ont été conçues et mises en œuvre dans l'association, visant à garantir le respect de ces textes légaux et réglementaires. Nous n'avons pas connaissance de cas de non-respect susceptible de conduire à des anomalies significatives dans les comptes.
10. Toutes les opérations du dernier exercice clos et toutes les conséquences financières de tout accord/contrat ont été enregistrées et correctement traduites dans les comptes, y compris le cas échéant dans l'état des éléments hors-bilan.  
  
Il n'existe aucun(e) .
  - accords conclus avec des établissements financiers et susceptibles de restreindre les disponibilités de l'association ou ses lignes de crédit ;
  - transactions avec des entités ad hoc ;
  - engagements de rachat d'actifs précédemment cédés ;
  - tout autre accord sortant du cadre des opérations normales de l'association (et notamment les transactions avec les contreparties).



11. L'association est effectivement propriétaire de tous les actifs qui figurent dans les comptes. Tous les actifs, et en particulier tous les comptes de caisse et banques, sont inclus dans les comptes. Les hypothèques, nantissements, gages ou toute autre sûreté sur des actifs de l'association sont explicitement indiqués dans les comptes. Toutes les dépréciations nécessaires ont été constituées pour ramener les éléments d'actif à leur valeur actuelle.
12. L'évaluation des actifs se fonde parfois sur des informations prévisionnelles : ces informations établies sous notre responsabilité, reflètent la situation future estimée la plus probable. Les décisions prises ou les actions envisagées ne contredisent pas les hypothèses retenues.
13. Tous les passifs dont nous avons connaissance sont inclus dans les comptes. Nous avons soigneusement examiné, en liaison avec nos conseils juridiques, les divers éléments de nos engagements, les passifs éventuels relatifs notamment aux aspects environnementaux et sociaux, les procès en cours, les déclarations fiscales non prescrites ainsi que toute poursuite judiciaire ou affaire contentieuse. Nous considérons que les provisions et indications complémentaires figurant à ce titre dans nos comptes reflètent la situation future estimée la plus probable en cohérence avec les décisions prises ou les actions envisagées.
14. Toutes les dépréciations nécessaires ont été constituées pour ramener les éléments d'actif à leur valeur actuelle :
  - les durées et modes d'amortissement reflètent au mieux la consommation des avantages économiques futurs associés ;
  - l'évaluation des immobilisations se fonde sur des informations prévisionnelles : ces informations, établies sous notre responsabilité, reflètent la situation future estimée la plus probable. Les décisions prises ou les actions envisagées ne contredisent pas les hypothèses retenues.
15. Toutes les provisions nécessaires ont été constituées pour faire face soit à des pertes latentes, soit à des charges résultant d'engagements de ventes ou d'achats (de produits ou de devises) ou du non-respect de ceux-ci.
16. Nous n'avons pas connaissance de fonds dédiés qui aurait dû être comptabilisé à la clôture de l'exercice.
17. L'association s'est acquittée en tous points de ses obligations contractuelles, susceptibles, en cas de non-respect, d'affecter les comptes de façon significative (bilan ou engagements).
18. La description du modèle économique de l'entité présenté dans l'annexe est conforme aux statuts et aux opérations réalisées dans le cadre de notre projet associatif

#### **EVENEMENT POST-CLOTURE**

19. A ce jour, nous n'avons connaissance d'aucun événement, autre que ceux déjà pris en compte, survenu entre la date de clôture de l'exercice et la date d'arrêté des comptes, qui nécessiterait un traitement comptable des comptes ou une mention dans l'annexe et/ou dans le rapport d'activité.

## EVOLUTION DE L'ASSOCIATION ET CONTINUITE D'EXPLOITATION

20. Les scénarios présentés et les principales hypothèses retenues pour l'établissement des estimations comptables nous paraissent raisonnables, tiennent compte de toutes les informations dont nous disposons et reflètent nos intentions ainsi que la capacité de l'association, à la date d'arrêté des comptes par le conseil d'administration, à mener à bien les actions envisagées. Nous n'avons pas connaissance d'éléments qui seraient de nature à remettre en cause les scénarios présentés et les hypothèses retenues.
21. Nous n'avons ni projet, ni intention de restructuration, de réorganisation ou de cession autres que ceux qui sont déjà pris en compte dans les comptes, de nature à affecter sensiblement la valeur comptable, le classement des actifs et passifs et la présentation des comptes ou nécessitant une information dans l'annexe des comptes et/ou dans le rapport d'activité.

## TRANSMISSION DES INFORMATIONS SUR LES PARTIES LIEES ET DOCUMENTS JURIDIQUES

22. Nous avons fourni dans l'annexe des comptes, au mieux de notre connaissance, une information exhaustive sur les parties liées et les transactions les concernant.
23. Au cours de l'exercice, l'association n'a détenu aucune créance sur l'un de ses administrateurs ou dirigeants (directeur général, ou président) et n'a accordé aucune garantie en leur faveur.
24. Aucune rémunération ou avantage particulier n'a été accordé directement ou indirectement en France ou à l'étranger, à un dirigeant ou mandataire social.
25. Toutes les informations comptables et financières adressées ou mises à la disposition des adhérents (membres) à l'occasion de l'assemblée générale appelée à statuer sur les comptes ainsi que toutes les informations entrant dans le champ d'application des conventions réglementées vous ont été communiquées conformément au code de commerce.

Fait à Lyon, le 17 septembre 2025

La Présidente

**Com'expression**  
Association d'éducation populaire de loi 1901  
92 rue des Charmettes Lyon 6ème  
67 rue Bellecombe Lyon 6ème  
www.comexpression.com  
Siret: 88848392400099 - APE: 9499Z

P. J . Annexe à la lettre d'affirmation relative à l'exercice clos le 31 décembre 2024 : état des anomalies non corrigées.



**ANNEXE A LA LETTRE D’AFFIRMATION RELATIVE A L’EXERCICE  
CLOS LE 31 DECEMBRE 2024**

**ETAT DES ANOMALIES NON CORRIGÉES**

**L’incidence de ces anomalies non corrigées a été considérée comme non significative.**

**A – Anomalies relevées et non corrigées ayant un impact sur le résultat de l'exercice clos le  
31 décembre 2024**

DESCRIPTION DES ANOMALIES	IMPACT SUR LE RESULTAT DE L'EXERCICE
Anomalies identifiées à la clôture des exercices précédents	
	Néant
<i>Sous-total A</i>	
Anomalies identifiées au cours de l'exercice	
	Néant
<i>Sous-Total B</i>	Néant
Effet sur le compte de résultat avant impôts ( <i>Total A + B</i> )	Néant
Effet d'impôts	Néant
Effet après impôts	Néant

**B – Autres anomalies relevées et non corrigées portant sur la présentation des comptes  
annuels ou sur l’annexe (le cas échéant).**

Néant